

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois . . . . . 12 f.
Six mois . . . . . 23
Un an . . . . . 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR : M. DEBOUX

Le Nord de la France :

Trois mois . . . . . 12 f.
Six mois . . . . . 23
Un an . . . . . 44

ANNONCES : 15 centimes la ligne

(RUBRIQUE) : 25 centimes

— Qui s'abonne au journal —

ROUBAIX, 8 MAI 1870

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 7 mai 1870.

C'est toujours à propos du plébiscite que je vous écris, et comme dit M. Millevoye, c'est pour la dernière fois.

La France touche à la fin de la période des cinq jours de recueillement, dans laquelle elle est entrée depuis lundi soir. Cette période, qui précède légalement l'exercice du suffrage universel, sera close à l'heure où ces lignes seront sous les yeux de nos lecteurs : le grand jour du vote sera arrivé. La tribune populaire est muette; à peine ses derniers échos se prolongent-ils dans quelques feuilles radicales. On peut signaler aujourd'hui, dans la plupart des journaux parisiens, comme une sorte d'accalmie : je ne parle pas, bien entendu, de quelques enfants perdus de l'ultra-radicalisme qui ont donné au mot « irréconciliable » une signification telle qu'il faudrait créer une nouvelle épithète pour exprimer cette haine poussée au rouge blanc.

D'ailleurs, la question du plébiscite a été tournée et retournée de tant de façons qu'il n'y a plus guère qu'à ressasser de part et d'autre les mêmes arguments qui se succèdent sicut unda supervenit undam. Le vote des hommes au courant des choses politiques est décidé dans un sens ou dans l'autre. Il faut attendre maintenant qu'un grand courant d'opinion s'établisse dans cette masse immense dont on a dit que la voix était celle de Dieu.

Dimanche donc, on ne parlera plus, on n'écrira plus, on ne discutera plus : on agira, on votera. Ce jour-là, on ne se souviendra guère de ce qui a été dit dans les réunions publiques. Je crois, d'ailleurs, qu'elles auront eu peu d'influence sur le résultat du scrutin, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, il n'y en a guère que dans les grands centres de population. Ensuite chacun en sort à peu près comme il y est entré. On va généralement décidé à quelque chose : on en revient sans avoir changé d'idée ni de sentiment. Parmi les auditeurs des réunions publiques, il y a les flâneurs ou les curieux sur lesquels l'éloquence des orateurs populaires ne peut rien, puis les gens hostiles au gouvernement, de parti pris, qui vont là, à seule fin d'entendre les attaques et les injures qu'on débite contre lui et d'y applaudir. Je ne crois donc pas que « les bastringues de l'éloquence à bon marché », c'est ainsi que M. Ed. About a défini les réunions publiques, aient eu aucune influence sur le vote du 8 mai. Aucun homme sensé n'a pu se laisser prendre aux exagérations de langage des absurdes, des violents, des déclassés, des impossibles, des irréconciliables, qui, à Paris, ont fait les beaux soirs de la période plébiscitaire. Donc, comme élément d'influence sur le scrutin du 8 mai, il faut rayer les réunions publiques.

Et cependant il n'est nullement nécessaire de jurer du don de prophétie pour

prédire que le plébiscite sera voté. C'est ce que me disait, il y a quelques jours, une vieille et respectable dame qui a trop d'expérience pour se désintéresser complètement de la question politique à l'ordre du jour. Nous causions plébiscite. Le moyen de parler d'autre chose par ce temps-ci! — Savez-vous ce que c'est qu'un mariage de raison? me demanda ma vénérable interlocutrice. — Parfaitement, répondis-je. C'est une union que des parents forcent mécaniquement leur fille à contracter avec quelqu'un qu'elle ne peut pas voir en peinture, tout en s'écriant avec une conviction, bien jouée du reste : « Mon Dieu, comme elle va être heureuse. » — Vous mettez tout au pire, me fut-il répliqué. C'est une définition d'irréconciliable du mariage que vous me donnez-là. Non, dans un mariage de raison, voici ce qui se passe :

On présente à la future un futur quelconque, en lui faisant comprendre que si le monsieur est laid, la beauté passe; que si son caractère laisse peut-être à désirer, on peut cependant avoir quelque confiance en lui; que si leurs goûts, leurs habitudes, ne sont pas absolument les mêmes, ces choses-là finissent toujours par s'arranger; surtout que cette union assure le repos de son existence et la tranquillité de son avenir!... Et puis, en somme, si elle refuse celui-là, ne faudra-t-il pas en accepter un autre? Et quel autre? Nouveaux ennuis, nouveaux embarras. Et la future répond : oui. Pour les hommes c'est identiquement comme pour les femmes. Comprenez-vous à présent? — Pas du tout, répondis-je, voulez-vous que je vous explique le plaisir de titer elle-même la conclusion. — Eh bien, beaucoup d'électeurs et des mieux pensés se préparent, selon moi, à faire un mariage de raison... avec le plébiscite. Leur oui n'est qu'un oui de raison. — Et la bonne dame ajouta en soupirant : On en cite pourtant, parmi ces mariages-là, qui n'ont pas mal-tourné! — Ces oui-là ne peuvent pas être appelés des oui forcés. Qui oblige à les prononcer? Personne. Et cependant combien ne croiront pas pouvoir faire autrement demain!

Que d'autres encore voteront oui mais sans enthousiasme et sans conviction, mécontents des événements qui les y forcent, mécontents d'eux-mêmes qui céderont devant les exigences du moment. Ils voteront oui, parce qu'ils ont la crainte de l'inconnu, dont tant d'autres ressentent l'attrait, et ils agiront ainsi, parce qu'ils aiment mieux, pour tout dire, subir le joug qui va s'adoucissant de l'Empire que l'épreuve d'une révolution. Une autre considération vaudra au plébiscite un grand renfort de oui. Il y a un point infailliblement acquis aux yeux de beaucoup d'électeurs : c'est qu'on ne saurait dire non en compagnie des révolutionnaires. Et malgré le proverbe connu, il ne leur semblera point convenable de hurler non plus que de voter avec les loups.

Voilà ce qu'on dit un peu partout à Paris : voilà ce que j'ai pu remarquer. On craint que le petit commerce tout entier vote, à Paris, contre le plébiscite,

parce qu'il souffre beaucoup et qu'il accuse le gouvernement de ses souffrances. En revanche, le gouvernement compte sur le vote affirmatif de 30,000 maçons limousins qui veulent à Paris, la continuation des travaux. On s'attend, en somme, à Paris, à ce que le scrutin plébiscitaire de 1870 répète, par son résultat matériel et sa signification morale, le scrutin électoral de 1869. Sans doute, l'esprit d'opposition a fait un peu de progrès depuis les dernières élections générales : il a fait quelque chemin parce que c'est dans la force des choses. Mettons que la République ait gagné des adhérents. En revanche l'Empire, par ses réformes constitutionnelles et certaines mesures libérales, a détaché des anciens partis monarchiques, des dissidents qui sont surtout des esprits parlementaires. Cela fera compensation. Quoi qu'il en soit, on le dit tout bas à Paris que les oui se chiffrent par six millions au maximum et que les non et les abstentions atteindront trois millions au minimum. Qui vivra, verra.

Les éléments d'une appréciation sérieuse du complot ont enfin paru à l'Officiel. Il était temps. Il y allait de l'honneur et de l'intérêt du ministère, de mettre, sans retard, les points sur les i. Il fallait qu'il se décidât à éclairer au plus vite les trois lanternes du complot des bombes, du projet d'assassinat et de la conspiration des émeutiers de façon à pouvoir convaincre les plus incrédules. Le gouvernement semblait, pour quelque temps, se complaire à dire, en ne donnant sur ces malheureux événements que des détails vagues et incomplets, à ceux qui élevaient quelques doutes : Oculis habent et non videbunt. Pareil état de choses ne pouvait se prolonger, car on n'aurait pas manqué — on l'a vu, du reste, — de le soupçonner d'avoir, à dessein, forcé les couleurs du tableau pour frapper plus vivement les esprits à la veille du scrutin plébiscitaire, et l'opinion générale était que la découverte du complot assurait un million de plus au chiffre des oui. Il fallait des preuves : il fallait dérouler devant le public toute la trame de ce complot échos au-delà de la Manche; il fallait rendre publiques les lettres des conjurés, celle de Flourens, surtout, qui n'est que trop réelle : il fallait faire palper aux sceptiques et aux incrédules les fameuses bombes, leur faire mettre le nez sur le picrate de potasse, en disant alors à chacun d'eux et à tous les votants de dimanche : Noli esse incredulus.

Le Journal officiel de jeudi est venu fixer l'opinion publique. Le gouvernement a compris qu'il n'y avait que ce moyen de rendre aux honnêtes gens le calme et la tranquillité, au suffrage universel, sa dignité et sa moralité. Et maintenant, qu'on apporte les urnes ! ainsi que l'on disait autrefois à Rome. A nous tous, électeurs appelés à voter dimanche, de montrer si nous sommes vraiment capables d'autre chose que de verser alternativement d'une ornière l'autre, de la révolution dans la servitude et de la dictature la plus absolue dans la plus sanglante anarchie.

Voter non compromet l'avenir. Voter oui le réserve. Notre choix ne saurait être douteux. Ch. MELVAL.

Chronique locale & départementale

La journée paraît devoir se passer dans le plus grand calme à Roubaix. Contrairement à ce que certains gens annonçaient, il n'y aura vraisemblablement ni chants, ni démonstrations d'aucun genre. On craint qu'il n'en soit pas de même à Lille, où les précautions sont du reste prises, car on nous assure que les troupes de la garnison ont été consignées.

On nous demande pourquoi nous n'avons pas publié le manifeste publié par le comité plébiscitaire de Tourcoing. C'est que ce manifeste ne nous a pas été communiqué. Nous le trouvons aujourd'hui seulement dans une feuilleilloise, et nous le reproduisons à titre de document : Tourcoing, le 3 mai 1870.

Les membres du Comité aux électeurs de Tourcoing.

Electeurs, Amis dévoués de l'ordre et de la liberté, nous venons faire appel à votre patriotisme, dans les circonstances graves et solennelles que nous traversons. La France avait manifesté son désir de voir étendre le cercle de ses libertés, en même temps que le pays prenait une part plus grande dans la direction de ses affaires. Pouvons-nous aujourd'hui méconnaître l'aveur des concessions qui sont faites à l'opinion publique? Pouvons-nous refuser au Gouvernement l'appui dont il a besoin pour surmonter les obstacles et les difficultés sans nombre qui accompagnent inévitablement la mise en pratique d'un régime nouveau?

Il ne s'agit plus, en ce moment, de discuter sur le plus ou le moins d'étendue des réformes accordées; une seule chose domine la situation : le devoir impérieux de défendre la société contre les tentatives criminelles et les excitations passionnées qui pourraient précipiter le pays dans les éventualités les plus désastreuses.

Sans l'ordre, pas de sécurité, pas de travail et pas de liberté possible. La première condition de l'ordre est la stabilité du gouvernement.

Le véritable progrès ne consiste pas à détruire les institutions, mais à les perfectionner; et la constitution nouvelle soumise à la sanction populaire, nous donne le pouvoir d'arriver sans secousse, aux améliorations reconnues nécessaires.

L'état des choses, aujourd'hui parfaitement dessiné, ne permet pas d'hésiter sur la route à suivre et moins encore de rester indifférent à l'acte important qu'il nous est donné d'accomplir.

Les populations de Tourcoing se sont toujours fait remarquer par leur amour de l'ordre et leur attachement aux institutions établies. Elles n'oublieront pas que voter Non ou s'abstenir, c'est faire cause commune avec les partis extrêmes, vouloir la révolution et les bouleversements qu'elle entraîne après elle.

Tous, nous irons donc, le 8 mai, déposer un bulletin OUI, parce que nous approuvons les réformes libérales qui assurent le

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX du 9 Mai 1870.

— 11 —

LES TRAQUEURS

DE DOT

PAR

MM. A. DE PONTMARTIN ET FR. BÉCHARD

PREMIÈRE PARTIE.

XII

— Je vais écrire à mon père, reprit Paul d'un ton sérieux.

— Ecrire à papa, quand on n'a qu'à plonger les mains jusqu'au coude dans le trésor de maître Carpajot ! s'écria Alfred. Ceci, mon cher, c'est par trop carpatinois. — Que diable ! soyez Rothschild, mais cachez-vous Machiavel !

— Dans tous les cas, mes chers amis, accordez-moi un délai de quarante-huit heures.

— Quarante-huit heures ? Prenez-en cent ! Prenez-en mille ! Est-ce qu'il y a des délais limités entre intimes comme nous ?

Quelques instants après, les trois jeunes gens prirent congé de Paul. Quand ils furent dans la rue, nouvelles explosions, mais d'un tout autre genre.

— Bien niais qu'il bien fort ! disais-je, fit Sigismond de son air le plus doctoral. Je dis aujourd'hui : « Bien fort ! »

— Si fort, riposta Fleurance, que, si vous m'en croyez, nous le lâcherons; nous renoncerons à la dot de mademoiselle d'Anglars et dresserons ailleurs nos batteries. La partie est trop inégale. Marcelle a de l'affection pour lui et elle nous traite en indifférents; il est riche et nous sommes pauvres; nous jouons franc jeu, et il triche.

— Eh bien, moi, reprit Sigismond, je me permettrai d'être d'un avis contraire. Que sommes-nous ? ajouta-t-il en se drapant dans son paletot comme dans une robe d'avocat; une société d'aimables jeunes gens appelés par la nature et par l'art à faire le bonheur des héritières qui voudront bien nous honorer de leur confiance. Je suis vertueux et savant. Gontran est intrépide et brillant; Alfred est ingénieux et élégant; mais ce qui nous manque un peu, c'est la variété.

Sous nos qualités si diverses se ren-

contre le même fond, que dis-je ? la même absence de fonds. Notre type est d'être pauvres en voulant paraître riches. Or, messieurs, voici un jeune homme assez simple ou assez fin pour vouloir, étant riche, qu'on le croie pauvre. Supposez qu'il consente à être des nôtres. Quel appui ne devons-nous pas en attendre ? Notre cliquant devient or. On ne pourra plus dire que nous donnons tout à l'apparence, que nous exploitons des semblants d'élégance, des simulacres de fonctions, des prestiges de naissance, des affectations, de science et de talent, puisque nous compterons dans nos rangs un homme chez qui tout sera réalité palpable, un travailleur tout uni dans l'habileté consiste à ne pas avoir l'air habile, qui ne cache que ses avantages, ne jette de poudre aux yeux de personne, et qui, à force de mériter la confiance des papes et des mamans, finira par nous la faire obtenir. Je vous le répète, mes amis, dignus est intrare !

— Puissamment raisonné, dit Gontran. Mais il faut d'abord qu'il y consente; il faut ensuite que le notaire Carpajot ne soit pas un mythe et que notre pactole ne se change pas en eau claire.

— Soit ! Observons et attendons !

L'attente ne fut pas longue, si nous en jugeons par les trois lettres suivantes que Paul reçut, le lendemain, à son réveil :

« Mon cher Paul, lui écrivait Gontran, merci, mais au diable votre exactitude ! Payer ! dans les vingt-quatre heures,

bon comme règlement du club ; mais, entre bons amis tels que nous, on devrait avoir moins d'empressement, parce qu'on a plus de confiance. Tout à vous.

« GONTRAN DE MONFRIN. »

« Cher monsieur, disait Sigismond, summa jus, summa injuria, ce qui signifie que j'ai envie de me fâcher d'une ponctualité que je regarde presque comme un attentat de lèse-amitié. Mais les affaires avant tout. Je vous accuse donc réception du montant de votre petite dette, et je suis votre tout dévoué.

« SIGISMOND SAINTIS. »

« Mon très-cher, écrivait à son tour Alfred, on vient de me remettre vos vingt-cinq louis, dont quittance. Vous êtes ponctuel; j'ai le droit d'être formaliste. Mais pourquoi tant vous presser avec un camarade qui, en cessant d'être votre créancier, reste du moins votre ami ?

« VICOMTE ALFRED DE FLEURANCE. »

L'étonnement de Paul fut d'autant plus vif qu'il avait été, depuis la veille au soir, plus troublé et plus perplexé.

C'était la première fois, depuis son installation à Paris, qu'il s'était trouvé dans un embarras pareil, avec unedette d'honneur sur les bras.

Comment faire ? Ecrire à son père ? C'était le seul parti à prendre ; mais quel chagrin il allait lui causer !

— « Je vois d'ici, se disait-il, ma pauvre mère en larmes, mon père fronçant le sourcil et m'envoyant toutes ses économies de l'année... »

Quant à profiter de ce qu'il persistait à appeler l'erreur de maître Carpajot, c'était encore pire ; il n'y avait même pas songé.

Aussi, le lendemain, quand il se vit libéré comme par miracle, Paul se crut le jouet d'un rêve. Il secoua la tête et se frotta les yeux pour s'assurer qu'il était bien éveillé.

Mais une semblable impression ne pouvait troubler longtemps cet esprit juste et net. Il comprit vite qu'il y avait là un bienfait, que ce bienfait supposait un bienfaiteur. Seulement, il fallait le découvrir ; il fallait que la dame blanche consentit à laisser tomber son voile. Jusque-là, que décider ?

Lui était-il permis d'accepter des largesses d'un inconnu ? Dans ce triste monde où l'on ne donne rien pour rien, de telles munificences ne cachaient-elles pas un piège ? Ne suffisait-il pas de se laisser aller sur cette pente pour compromettre un nom honorable ? Que lui demanderait ce banquier anonyme en échange de ses libéralités ? Questions délicates, alarmantes, que Paul ne se sentait pas capable de résoudre à lui seul. Il écrivit une longue lettre à son père pour lui raconter en détail ce qui s'était passé depuis la veille et pour lui demander conseil.

Ce premier devoir accompli, il se ren-